



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

## Menace de marée noire du pétrolier SAFER échoué au large du Yémen

Question écrite n° 43100

### Texte de la question

M. Sébastien Nadot alerte Mme la secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique, chargée de la biodiversité, sur la menace écologique que représente le pétrolier SAFER échoué depuis 2015 dans la mer Rouge à soixante kilomètres des côtes, au large de la ville portuaire de Hodeïda (Yémen). Le pétrolier SAFER contient plus d'un million de barils de brut, une quantité quatre fois supérieure à celle de l'Exxon Valdez qui a causé la plus grande marée noire de l'histoire. La catastrophe écologique, économique et sécuritaire du SAFER affecte les eaux, le trafic maritime ainsi que tous les pays riverains de la mer Rouge. La fermeture du port de Hodeïda et des ports voisins menacerait 68 % de l'acheminement des aides humanitaires ainsi que la livraison de carburant pour plus d'un tiers des besoins du Yémen (8 millions de Yéménites). En plus du drame humanitaire immédiat et de la catastrophe environnementale durable, une marée noire entraverait les 10 % du commerce mondial qui transite à travers le détroit de Bab el-Mandeb. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement français entend prendre tenu de l'urgence à agir pour trouver une solution à la menace écologique que représente le SAFER.

### Texte de la réponse

L'unité de stockage et de déchargement de pétrole (Floating storage and offloading unit ou FSO) Safer mouille au large de Ras Issa (Yémen) depuis 2015, avec à son bord plus d'un million de barils de brut. Sa dégradation comporte un risque important de fuites, voire d'explosion. Cela aurait un impact dramatique sur l'environnement ainsi que sur la santé et les moyens de subsistance de millions de personnes au Yémen, qui fait face à la pire crise humanitaire du monde selon l'ONU, mais également dans la majorité des états côtiers de la mer Rouge, pour la plupart déjà frappés par des conflits. La France a apporté son plein soutien à la tenue de deux réunions au conseil de sécurité des Nations unies consacrée au FSOSafer le 15 juillet 2020 et le 3 juin 2021, à l'occasion desquelles les membres du conseil ont fait part de leur préoccupation unanime et ont appelé les Houthis à autoriser sans délai l'accès de la mission d'inspection des Nations unies au FSO compte tenu des risques précités. Lors des réunions mensuelles du Conseil de sécurité des Nations unies sur le Yémen, la France rappelle avec constance la nécessité de tout mettre en œuvre pour éviter la catastrophe écologique et humanitaire que fait craindre la situation actuelle du navire et appelle les Houthis à en garantir l'accès. En outre, la France est également mobilisée au sein de l'Organisation maritime internationale (OMI), agence spécialisée des Nations unies, qui a élaboré un plan d'urgence. La mobilisation s'est également traduite par une contribution de la France à hauteur de 300 000 dollars à la mission des Nations unies chargée de l'inspection et des premières réparations du FSOSafer. Par ailleurs, les efforts en soutien de la médiation de l'Envoyé spécial des Nations unies pour le Yémen, ainsi que l'appui humanitaire au Yémen sont poursuivis, pour que la population cesse de payer le prix fort de ce conflit qui dure depuis plus de cinq ans.

### Données clés

**Auteur :** [M. Sébastien Nadot](#)

**Circonscription :** Haute-Garonne (10<sup>e</sup> circonscription) - Libertés et Territoires

**Type de question** : Question écrite

**Numéro de la question** : 43100

**Rubrique** : Politique extérieure

**Ministère interrogé** : [Biodiversité](#)

**Ministère attributaire** : [Biodiversité](#)

Date(s) clé(e)s

**Question publiée au JO le** : [14 décembre 2021](#), page 8768

**Réponse publiée au JO le** : [12 avril 2022](#), page 2374